Comité social d'administration de l'université Gustave Eiffel
Liste présentée par Sud Recherche et Sud éducation, membres de Solidaires

Vous travaillez pour l'université Gustave Eiffel, quel que soit votre statut, vous êtes appelé-es à choisir vos représentantes et représentants au **Comité social d'administration (CSA).**



Le CSA (ex Comité technique) est l'instance où se discute tout ce qui concerne notre vie collective : les statuts et les carrières du personnel, la politique indemnitaire, l'orientation et l'organisation de l'université. Les résultats de ce vote serviront aussi à désigner vos représentant-es à la **formation spécialisée sur la santé, la sécurité et les conditions de travail** (F3SCT). Il vous appartient de faire de ces instances un véritable outil pour l'amélioration de nos conditions de travail en votant pour des représentant-es combatif-ves. Les résultats électoraux nous donnent aussi la légitimité pour accompagner les collègues qui viennent nous solliciter. Bien sûr, la **mobilisation collective** reste plus que jamais indispensable pour défendre nos droits et nos valeurs !

VOTEZ Solidaires !

Nos syndicats se sont opposés à la création de l'université Gustave Eiffel. Les difficultés liées à la fusion marquent encore la vie des agent-es.

>> Nos élu-es demandent toujours que les **agent-es soient intégré-es aux processus de réorganisation** dès le début et pas « informé-es » a posteriori. Ils ont voté contre la sortie de l'expérimentation qui a donné naissance à l'UGE afin de laisser plus de temps aux réorganisations en cours au lieu d'y aller à marche forcée.

>> Nos élu-es sont très attentif-ves aux processus « harmonisation » liés à la forte **diversité des statuts des agent-es.** Ils ont voté contre les décisions portant sur le temps de travail lorsqu'elles ajoutaient des contraintes aux agent-es.

En 2025, 75% des facs étaient en déficit, en 2026, elles le sont toutes, l'UGE n'est pas épargnée. **Les conséquences de cette casse organisée du service public de l'ESR* sont désastreuses.**

>> Contre la mise en concurrence des établissements et des agent-es, nos élu-es ont rappelé de manière constante leur position pour **l'intégration des primes au salaire indiciaire**, et ce à chaque échange sur les lignes directrices de gestion qui organisent les primes de différents personnels à l'UGE.

>> Nos élu-es ont toujours soutenu les **revalorisations des salaires les plus bas** (catégories B & C), et l'alignement des rémunérations des contractuels / titulaires.

>> Nos élu-es s'opposent au **non remplacement** annoncé à l'UGE d'une partie des départs à la retraite, qui va accroitre la précarité des agent-es via le recours aux contractuels, et augmenter la charge sur les collectifs de travail existants.

>> Alors que l'UGE a annoncé ne pas mettre en place les **frais d'inscription différenciés** pour les étudiant-es étranger-es en 2026, un groupe de travail l'organise pour 2027. Nos élu-es s'opposent à la mise en œuvre de cette loi xénophobe et raciste, porte ouverte pour une hausse généralisée des frais d'inscription.

Nos syndicats militent pour un **ESR* émancipateur et ouvert à toutes et tous** !

>> Dans le cadre de la création de la charte portant sur **l'IA générative (IAG)** à l'UGE, nos élu-es se sont opposé-es à un usage de l'IAg dangereux (comme pour évaluer des copies !) et ont défendu que cette charte doit informer sur les conséquences négatives connues de l'IAG, sur ses biais, et doit encadrer, déconseiller voire interdire certains usages.

>> Lors de la présentation du **schéma directeur handicap**, nos élu-es ont demandé l'intégration d'un état des lieux initial, d'une liste d'indicateurs mesurables pour pouvoir constater les évolutions et d'un budget alloué pour mettre en œuvre ce plan.

>> Lors de la présentation générale des cas de signalement par la **mission égalité**, Sud a demandé un renforcement des équipes en charge de ces signalements pour diminuer les délais de traitement.

(*) ESR : l'Enseignement Supérieur et la Recherche

Nos valeurs : SUD, c'est Solidaire, Unitaire et Démocratique

Notre syndicalisme veut « marcher sur deux jambes » : nous défendre sur nos lieux de travail mais aussi transformer la société. Nos indispensables luttes sectorielles s'inscrivent dans un objectif global de changement de société, pour un monde plus juste, ouvert et solidaire, au travers notamment d'un véritable partage des richesses et du travail ; un monde où l'on ne sacrifie pas l'intérêt général, services publics et avenir de la planète au profit de quelques intérêts privés, un monde où la coopération remplace la compétition, où personne n'est laissé pour compte.

La liberté ne coûte rien !

Notre vision de l'enseignement et de la recherche n'est pas de conditionner les étudiantes et les étudiants à accepter l'idée que la vie ne sert qu'à produire et consommer. Nous défendons bien au contraire l'idée d'une Université et d'une Recherche émancipatrices permettant l'accès de toutes et tous aux savoirs et aux résultats de la recherche : leur mission principale doit rester de produire et de diffuser les savoirs et leurs critiques. Car une société basée sur le partage des ressources est la seule voie pour répondre aux urgences sociales et écologiques.

Ne lâchons rien !

NOS REVENDICATIONS POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE (ESR) :



- **Aucun salaire en dessous de 2 200€ brut, un rattrapage immédiat de 400€ et une limitation des écarts de rémunération ;**
- **L'intégration dans le salaire de toutes les primes pour neutraliser le clientélisme et mettre fin à la concurrence entre collègues : fin du Rifseep et du Ripec ;**
- **La réduction du temps de travail : 32h avec maintien du salaire pour toutes et tous, 128h annuelles de cours pour les enseignant-es-chercheur-euses, 256h pour les PRAG/PRCE, plafonnement des heures supplémentaires ;**
- **Un statut unique des enseignant-es-chercheur-euses ;**
- **Le recrutement immédiat de 10 000 fonctionnaires, dans les services administratifs, les bibliothèques, les équipes pédagogiques et les équipes de recherche, et plus de 60 000 sur les 5 prochaines années ;**
- **La fin des inégalités entre les femmes et les hommes, et entre contractuel-les et titulaires : à travail égal, salaire égal ;**
- **Un contrat doctoral pour contractualiser toutes et tous les doctorant-es qui le souhaitent ;**
- **La titularisation de toutes et tous les contractuel-les qui le souhaitent sur poste pérenne, sans condition de nationalité ni de concours ;**
- **Les libertés académiques et de recherche, qui sont fondamentales et non négociables, pour un ESR émancipateur et débarrassé des injonctions idéologiques comme économiques, d'où qu'elles viennent ;**
- **La fin de l'externalisation de pans entiers des emplois à l'université (nettoyage, sécurité, administratif…) et leur réintégration sur des contrats publics stables ;**
- **L'action face aux urgences écologiques, pour une transformation radicale sur nos campus (bâti, énergie, transport, consommation, numérique…) ;**
- **Une prise en charge des victimes de violences sexistes et sexuelles à la hauteur des besoins ;**
- **La lutte contre la nouvelle gestion néolibérale qui bureaucratise l'université publique, instaure des rapports de pouvoir entre des collègues, tue les collectifs de travail, réduit l'indépendance des fonctionnaires pourtant essentielle à leur métier et corrompt la démocratie universitaire. Affirmons la nécessité d'une université et d'une recherche démocratiques et émancipatrices !**

Votez SUD éducation et SUD Recherche …
pour des élu-es combatives, combatifs et motivé-es

N'hésitez pas à prendre contact ! Pour avoir plus d'informations sur l'activité de nos syndicats :

http://www.sud-recherche.org et https://www.sudeducation.org/